



ARRETE DU MAIRE RESTRICTION DE CIRCULATION ET STATIONNEMENT RUE SAINT JEAN

Le Maire de Dorlisheim,

- VU** la loi N° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions ;
- VU** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière ;
- VU** les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2542-4 et L 2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le Code de la Voirie Routière ;
- VU** le Code de la Route ;
- VU** le Nouveau Code Pénal ;
- VU** les arrêtés interministériels du 22 octobre 1963 modifiés et du 24 novembre 1967, relatifs à la signalisation routière ;
- VU** la demande présentée le 3 juillet 2026 par Monsieur BALD Sébastien représentant la société BARR ENERGIES.

CONSIDERANT Qu'il appartient au Maire de prescrire toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, notamment concernant le passage dans les rues et voies publiques, les endroits de grand rassemblement, la prévention des accidents, la circulation,

ARRÊTE

- Article 1 :** En raison des travaux réalisés par l'entreprise LEDERMANN mandatée par la société BARR ENERGIES, diverses mesures de circulation seront mises en place.
- Article 2 :** La circulation sera perturbée pendant les horaires de travail au droit du chantier situé rue Saint-Jean. La circulation automobile sera déviée dans le sens Obernai → Molsheim par le giratoire de la rue Mercure.
- Article 3 :** Le stationnement sera interdit et qualifié comme gênant au droit de la zone d'intervention pendant toute la durée des travaux. Le passage des piétons se fera sur le trottoir opposé à la zone de travaux.
- Article 4 :** Ces dispositions seront applicables du 15 juillet mai au 21 août 2026 inclus.

- Article 5** : La signalisation réglementaire et le balisage seront assurés par l'entreprise LEDERMANN.
- Article 6** : Toutes les mesures seront prises pour garantir la sécurité au droit du chantier.
- Article 7** : L'accès des services de secours devra être garanti.
- Article 8** : Monsieur le Commandant de Gendarmerie ainsi que la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- Article 9** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois suivant sa date de publication.
- Article 10** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Molsheim
 - Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Molsheim
 - Police Municipale de Molsheim
 - BARR ENERGIES
 - LEDERMANN
 - Service Technique Municipal
 - Archives

DORLISHEIM, le 9 juillet 2026

Le Maire,
Pascal BAUER

